

Ecofacisme ?

Daniel Dalet

Le 5 février 2009

Professeur au Lycée Alexandra David Néel

DIGNE

dalet.daniel@free.fr

« *Qu'est-ce qui vous énerve le plus, les touristes ou les écofascistes ?* » Ce titre, repéré à la Une d'un quotidien berlinois en août dernier fait apparaître une notion peu répandue de ce côté-ci du Rhin : l'écofascisme. Chez nous, quelques éditorialistes¹ ont déjà employé le terme pour qualifier un risque potentiel : celui d'une dictature verte qui deviendrait nécessaire dans le cas d'une lecture apocalyptique de la dégradation de notre environnement. En Allemagne, la notion est déjà une réalité pour certains observateurs, tant la pression des intégristes Verts peut être forte. Elle qualifie l'attitude de ces écologistes extrémistes qui, au nom de la protection de l'environnement, tentent d'imposer des mesures liberticides ou des politiques d'aménagement contestables.

On connaît déjà le cas des centrales électriques au fuel ou au charbon qui ont remplacé les centrales nucléaires et dont la principale conséquence sur l'environnement est que l'Allemagne est devenue le plus gros émetteur de CO₂ par habitant en Europe. L'exemple des éoliennes est encore plus significatif : quiconque a traversé l'Allemagne récemment n'a pu que constater l'importance de l'investissement réalisé dans ce domaine des énergies dites "renouvelables". Alors qu'il y a encore débat sur la rentabilité énergétique de ces installations (rapport entre énergie produite et énergie consommée pour les fabriquer, les installer, les maintenir, pertes liées au transport à faible voltage de l'électricité des zones rurales où elle est produite vers les zones urbaines où elle est consommée), l'Allemagne, où le moindre courant d'air a vu pousser ces drôles de champignons, s'est couverte de plusieurs dizaines de milliers d'unités pour produire ... 5,5 %² de ses besoins en électricité, et ce au prix d'une modification paysagère et sonore propre à obérer localement tout développement touristique.

Même si la comparaison de l'activisme Vert avec la « Peste Brune » est outrancière, la rareté des regards critiques peut faire craindre une dérive autoritariste. Trop obnubilés depuis quelques années par l'irruption des fascismes exogènes - en particulier l'islamofascisme - le risque existe de laisser croître dans nos sociétés un nouvel intégrisme à tendance totalitaire car paré de l'aura du civisme environnemental. Depuis quelques années, nos enseignements accordent une place croissante à l'EEDD (Education à l'Environnement pour un Développement Durable) puis EDD (Education au Développement Durable), thème d'enseignement transversal qui a vu s'impliquer principalement les professeurs de SVT (Sciences de la Vie et de la Terre) et plus rarement ceux d'Histoire-Géographie. La présence de la préposition « pour » dans le libellé initial a pu faire craindre un enseignement militant et effectivement, dans bon nombre des activités pédagogiques consultables en ligne, on cherche vainement une approche critique de ces thèmes : les questionnements sont souvent conçus pour aboutir à une apologie de l'action menée par certains acteurs du DD (Associations, ONG, Etat, collectivités territoriales ...) et à la dénonciation des infâmes pollueurs, particuliers et entreprises principalement. Ce systématisme contient une orientation idéologique implicite : le DD n'est possible que dans le cadre de politiques interventionnistes, voire dirigistes et les atteintes à l'environnement sont le fruit des politiques libérales. L'histoire du XXe siècle et son héritage dans la géographie mondiale des territoires pollués sont loin de confirmer ce postulat.

Si l'on comprend et l'on accepte l'importance et l'urgence des finalités civiques de cet enseignement, celui-ci ne doit pas pour autant se dispenser d'un regard autocritique sans lequel il perd toute crédibilité scientifique. C'est sans doute pour cette raison que, depuis

2007, l'EEDD est devenu EDD. La circulaire de mars 2007 qui établit cette mutation précise que : « *L'EDD doit former à une démarche scientifique et prospective, permettant à chaque citoyen d'opérer ses choix et ses engagements en les appuyant sur une réflexion lucide et éclairée ... Le rôle des professeurs est d'apprendre aux élèves à développer leur esprit critique. Il convient de les "éduquer au choix" et non d'"enseigner des choix"...* »³. Cette circulaire affirme aussi, outre les dimensions environnementales de l'EDD, ses dimensions économiques et sociales.

Il est donc nécessaire que les historiens-géographes investissent de façon conséquente ce champ d'enseignement pour y apporter ce qui constitue leur marque de fabrique : l'analyse des opinions et intentions des auteurs, la confrontation des points de vue et la mise en contexte des documents servant de support aux activités pédagogiques, ainsi que des questionnements qui amènent les élèves à clairement distinguer l'écologie de l'écologisme.